

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
68, rue du XXI<sup>e</sup> Décembre - Genève  
Téléphone 14.06

ABONNEMENT Suisse..... 6 fr. — par an  
Autres pays. 8 fr. —

## Le discours de Boston

A peine débarqué aux Etats-Unis, le président Wilson a prononcé à Boston un important discours où se trouve un avertissement sérieux à ceux de ses concitoyens qui sont récalcitrants dans la question de la Ligue des Nations, ainsi qu'à certains « partisans » de cette Ligue qui, de ce côté de l'Océan, travaillent avec zèle à démolir les bases mêmes sur lesquelles elle doit être fondée.

M. Wilson n'ignore pas ce qui se passe derrière les coulisses de la Conférence et il ne se gêne pas pour en parler en public. C'est là son grand mérite et son avantage sur les hommes politiques et les diplomates de l'Europe. Sans ombre d'hypocrisie, il rompt le silence imposé par les usages et les conventions pour discuter ouvertement des difficultés de l'avenir comme de celles de l'heure présente.

Le président Wilson a demandé à ses concitoyens de garantir ce droit et cette liberté pour le triomphe desquels ils ont combattu. « Les arrangements de la paix actuelle ne peuvent pas durer une génération, s'ils ne sont pas garantis par les forces unies de l'univers civilisé. »

En parlant des difficultés auxquelles se heurtent les travaux de la Conférence, il a touché du doigt la plaie, lorsqu'il fit allusion aux querelles du passé qui rendent si difficile la tâche actuelle. Cependant le passage le plus important et le plus caractéristique de son discours nous semble être celui qui a trait à l'avenir des Etats nouvellement constitués.

« Croyez-vous comme moi, a-t-il dit à ses concitoyens, aux aspirations des Tchéco-slovaques et des Yougoslaves? Savez-vous combien de puissances se hâteraient de les prendre dans leurs serres, s'il n'y avait pas derrière la liberté de ces nations des garanties mondiales? »

« Voilà un tableau bien noir », écrit le « Temps », commentant les paroles du président Wilson. Voilà un tableau bien vrai, répliquerons-nous à notre estimé confrère.

Le « Temps » a tort de prendre pour son pays les allusions que fait le président des Etats-Unis dans son tableau véridique de la situation en Europe. Point n'est besoin d'être grand prophète pour deviner à qui vont les allusions du discours de Boston. Ce sont les puissances de l'ancienne Triplice qui sont visées. C'étaient elles qui empêchaient autrefois d'autres nations plus faibles de se constituer en Etats libres et indépendants. Une seule d'entre elles, l'Autriche, a été rendue impuissante. L'Allemagne n'a fait que changer de peau, c'est-à-dire, de forme de gouvernement. L'Italie, elle, n'a fait que changer de camp. Son attitude actuelle, hostile et agressive à l'égard de ses voisins, ne rappelle que trop la politique de l'ancienne monarchie des Habsbourg. L'Italie continue à traiter en pays ennemi un territoire de notre Etat qui existe réellement et qui a été reconnu formellement par les Etats-Unis. Par son immixtion à tout prix dans l'administration de notre pays, elle provoque volontairement et sciemment des conflits, comme le prouve le dernier incident de Lioubliana.

Mais le fait que le « Temps » juge bon de se défendre des reproches qui sont adressés à autrui, démontre de la nervosité de la part de ses rédacteurs. Pendant ces dernières semaines, ces derniers ne sont-ils pas allés un peu loin, en effet, dans leurs complaisances envers certains Alliés, au détriment des autres? Les revendications yougoslaves ont-elles vraiment trouvé autant de défenseurs que le prétend notre distingué confrère? Les faits parlent contre cette affirmation. Le retard apporté

dans la question de la reconnaissance de notre Etat est un des signes caractéristiques des temps et de la situation. Et que dire de la campagne que certains de nos alliés mènent contre nous, grâce à la complaisance d'une partie de la presse française? Il ne se passe pas de jour que le « Temps », pour ne parler que de lui, ne publie quelque nouvelle fantaisiste sur le compte de notre pays. Sans contrôle ni vérification, il ouvre ses colonnes aux nouvelles les plus invraisemblables, dès qu'il s'agit de l'Etat yougoslave. En lisant de telles nouvelles, ne se croirait-on pas revenu à l'époque où la presse française, qui ne connaissait pas suffisamment la Serbie, recevait ses informations sur notre pays de la capitale autrichienne. Aujourd'hui, bien qu'il lui soit possible de se procurer des informations directes, elle se plaît à les recevoir de Rome. Elle ne paraît pas avoir gagné au change.

D'autre part, les propositions les plus absurdes ont été publiées ces derniers jours. Nous ne rappellerons que la lettre parue dans le « Temps », sous la signature d'un certain Atanase Popovici, qui réclame pour la Roumanie la vallée du Timok, donc une partie du territoire de la Serbie. Les Bulgares, même lorsqu'ils étaient victorieux, n'en demandaient pas autant. Leurs prétentions pâlissent devant celles de nos amis roumains, qui finiront bien par demander la lune.

M. D. M.

## Les candidats

pour la Société des Nations

Dans l'article « Le « Times » et les Bulgares », que nos lecteurs liront ailleurs dans ce numéro, nous avons démontré de quelle façon impudente et révoltante, les Bulgares, en la personne de leur propagandiste, Pantcho Doreff, ont abusé de la confiance publique en falsifiant un article paru dans le « Times » du 14 janvier.

Après avoir commis ce grave manquement à l'égard de l'opinion, ce même Pantcho Doreff a l'audace d'écrire les lignes suivantes dans la « Correspondance Balkanique » du 27 février, pour tenter de faire croire au caractère bulgare de la Macédoine :

« Je déclare formellement, dit monsieur Pantcho, et jure sur mon honneur, qu'en 1912, à la veille de la première guerre balkanique, il n'y avait que 13 serbes à Monastir, deux à Ochrid et cinq à six à Prilep..... »

Tout le monde a pu se rendre compte de la valeur des déclarations des Bulgares ou de celle de leurs serments et de leur honneur, après la falsification dont nous avons parlé. Aussi jugeons-nous inutile d'y insister. Mais ce que à quoi nous prétendons avoir le droit, c'est de protester, au nom de tous nos confrères, contre de telles escroqueries dans le domaine intellectuel. Le monde civilisé, et plus spécialement la Suisse, ont assez souffert des méthodes allemandes pour qu'on puisse se demander jusqu'où ira le cynisme bulgare et combien de temps encore il empoisonnera l'atmosphère de l'Europe.

Et voilà pourtant quelle est la race avec qui nous sommes aux prises depuis tant de siècles !

## Les intrigues bulgares

On a parlé récemment de tentatives faites par quelques Bulgares haut placés et par le gouvernement bulgare lui-même pour se rapprocher des Sudslaves et des Tchèques. MM. Danoff et Botcheff s'y appliquent plus particulièrement en répandant des messages de sympathie à Zagreb, à Lioubliana et à Prague. On veut se réconcilier avec les Serbes, on le dit tout au moins, et l'on implore l'intervention des Croates, des Slovènes et des Tchèques. Les phrases usées sur le slavisme bulgare remplissent de nouveau les colonnes des journaux de Sofia que l'on fait parvenir par tous les moyens à Zagreb et à Prague.

Cette manœuvre a trouvé auprès des gens naïfs quelque crédit et l'on s'est montré disposé à envisager l'éventualité d'une reprise des relations normales, voire d'un rapprochement avec la Bulgarie.

L'immense majorité de notre nation refuse cependant aux Bulgares, jusqu'à preuve du contraire, la qualité de Slaves et ne songe pas, même de loin, à des pourparlers quelconques avec les assassins des Serbes.

Il n'est pas pourtant sans intérêt de montrer ce que valent ces assurances bulgares relatives aux sympathies de la Bulgarie pour l'unité et l'indépendance des Tchéco-Slovaques et des Yougoslaves. Les Bulgares eux-mêmes nous fournissent eux-mêmes des preuves suffisantes. Dans la « Correspondance balkanique », or-

gane officiel du Bureau de presse bulgare à Berne, numéros des 20 et 30 janvier, on trouve en effet des attaques perfides contre les Yougoslaves d'Autriche-Hongrie. On se réclame, dans le numéro du 20 janvier, du témoignage des officiers autrichiens qui auraient déclaré que ce sont les troupes slaves qui auraient défendu avec le plus grand dévouement l'Autriche-Hongrie. Dans le numéro du 30 janvier, les Bulgares disent textuellement ceci à l'adresse des Yougoslaves et des Tchéco-Slovaques : « Sur 600,000 Italiens qui sont tombés dans cette guerre, la plupart ont été tués par les peuples qui sont actuellement les plus grands amis des Alliés. La censure de Radoslavoff était tout aussi sévère que celle de Seidler dont le collègue Zolger, va maintenant à la Conférence de la Paix comme troisième délégué yougoslave, tout comme Smeral se rend à la même conférence après avoir envoyé un télégramme de félicitations à Boroevitch, en 1917, à la suite de la défaite des Italiens sur la Piave. »

On voit que, tout comme les Allemands, les Bulgares sont restés les mêmes. Ruse, intrigue et calomnie, ce sont là leurs armes préférées, à côté de la force brutale. Loïn de penser à une alliance avec eux, il est absolument indispensable de se prémunir contre le renouvellement éventuel de leur agression. Tout le problème de nos rapports avec la Bulgarie réside là !

## Les Magyars bougent

Dans notre dernier numéro, nous avons relevé les touchées machinations des Magyars, qui tentent de susciter des désordres dans les territoires occupés par les Serbes. Ce que les journaux magyars espéraient est arrivé. La grève a éclaté dans les territoires serbes de la Hongrie méridionale. Les employés des postes et télégraphes, les cheminots se sont mis en grève non pas pour des raisons économiques, mais pour des raisons politiques. Le gouvernement de Budapest n'est pas étranger à ces faits et tout permet de croire, par exemple, par l'attitude de la presse magyare, que la grève a été provoquée sur l'ordre direct de Budapest.

L'exécution de tels desseins est facile aux Magyars, car les employés des postes, télégraphes et chemins de fer et de toutes les entreprises publiques en général, sont de nationalité magyare. Toute la politique magyare avait tendu, en effet, à donner un caractère magyare aux entreprises publiques. Le recrutement à bon marché de la main-d'œuvre étant aisé en Hongrie, à cause de l'extension énorme des propriétés féodales, on n'eut pas de peine à magyariser complètement ces entreprises. Les fils des peuples non magyars prenaient, eux, le chemin de l'exil et émigraient en Amérique, tandis que les Magyars étaient casés dans les entreprises publiques. Et ce fut ainsi que les Magyars parvinrent à faire de celle-ci une organisation nationale, dont ils entendent aujourd'hui tirer parti.

Il est établi que l'occupation serbe dans les territoires de la Hongrie méridionale a été des plus humaines. Nous avons été à ce sujet quelques témoignages émanant de source magyare. Mais il paraît que les Magyars ont vu dans l'humanité des Serbes un signe de faiblesse qu'ils pourraient exploiter. Tout d'un coup, sans qu'on s'y soit attendu, la presse magyare, jusqu'au très bien disposée pour les Serbes, changea de front et commença une campagne violente contre l'occupation serbe, inventant des mensonges invraisemblables qu'elle faisait courir un jour, pour les démentir le lendemain. On comptait ainsi créer la confusion.

Il y a lieu de noter que ce revirement bien curieux s'est produit au moment où la Conférence de Paris s'occupait de la question du Banat. Voyant l'avenir du Banat en quelque sorte réglé, et celui-ci, vraisemblablement attribué aux Serbes et aux Roumains, une nervosité hystérique s'est emparée des Magyars. Ils se mirent à l'œuvre pour alarmer l'opinion publique par une campagne de fausses nouvelles,

En même temps, ils entreprenaient par une action vigoureuse de mettre en mouvement leurs congénères magyars affectés aux services publics des territoires occupés.

Le commandement militaire serbe suivait attentivement ce travail et le signala aux milieux compétents. L'armée serbe fit quelques appels à la population et aux employés des services publics. La population les écouta. Les employés, de tout temps agents du nationalisme, préférèrent suivre l'ordre de Budapest. Ils adressèrent un ultimatum aux autorités serbes avec délai de 48 heures. En cas de refus, ils menaçaient de faire grève. Nous citerons quelques exigences de cet ultimatum qui montrent elles-mêmes qui les a inspirés. Les grévistes réclament : la restauration de l'administration magyare, la suppression de la fermeture des frontières et l'envoi du surplus de vivres aux régions non occupées de la Hongrie.

Les autres points, qui ne sont pas moins incompatibles avec l'état de guerre, ne contiennent aucune revendication économique. Les grévistes n'avancent que des exigences politiques, s'élevant en vrais agents du gouvernement magyare.

Le gouvernement magyare, dans lequel siègent plusieurs socialistes, plus patriotes que les nationalistes les plus acharnés, a recours à l'arme sociale, à cette arme qui lui paraît d'emblée devoir lui gagner la sympathie du prolétariat du monde. Cependant, l'intrigue est aussi grossière que toutes celles que les Magyars ont imaginées avant et pendant la guerre. Croient-ils que leur organisation nationaliste, si parfaite soit-elle, dans les services publics, pourrait avoir la moindre influence sur les centaines de milliers de Serbes d'une population qui, en cette occurrence, a droit à la plénitude de sa liberté? Les employés magyars, colons venus dans le but de dénationaliser et d'opprimer, ne pourront pas poursuivre leur activité. Agents envoyés, ils seront renvoyés dans le pays d'où ils sont venus.

Les paroles pseudo-amicales que les Magyars nous avaient adressées n'avaient pas réussi à nous endormir. Connaissant leur mentalité qui, à tout moment, trahit son origine asiatique, nous avons attiré l'attention du public sur des menées qui sont directement nuisibles non seulement à nos intérêts, mais aussi à ceux de nos alliés.

Mais ici nous demanderons encore : Que serait-il arrivé si les ouvriers serbes de Serbie avaient osé songer à une grève purement économique et non politique, celle-là, sous l'occupation austro-magyare? Si

le gibet a fonctionné comme une machine bien graissée sans les grèves, nous pouvons nous imaginer quelle aurait été la réponse des autorités austro-magyares. C'est pourquoi, non dans un esprit de vengeance, mais pour notre seule sécurité, nous dirons qu'il est urgent de couper court, une fois pour toutes, aux machinations des Magyars. Les Alliés sont à Budapest. Ils ont le devoir de suivre plus minutieusement l'activité néfaste du gouvernement magyar, qui est responsable de toutes les tentatives de désorganiser les territoires occupés. Prévenir vaut mieux que d'être obligé de sévir, ce qui n'est dans l'intérêt de personne.

L. Popovitch.

## La question yougoslave et l'Italie

L'Italie ayant refusé l'arbitrage de Wilson, le différend italo-yougoslave sera soumis à la Conférence des Dix. Les Yougoslaves font valoir toutes les raisons qui, d'après les principes wilsoniens, exigent la réunion à leur Etat, non seulement de la Dalmatie, y compris les îles, mais encore des îles du Quarnero avec la plaine de l'Istrie et Goritza. Quant à l'Italie, elle ne conteste nullement les raisons ethnographiques et statistiques qui parlent en faveur des Slaves du Sud; au contraire, c'est précisément parce qu'elle ne pourrait obtenir ces pays par un plébiscite, d'après le principe des nationalités, qu'elle a conclu, en 1915, un traité avec l'Entente qui devait lui permettre d'annexer, contre leur gré, ces populations, en véritable conquérant bismarckien.

Il importe donc avant tout aux Yougoslaves de démontrer la caducité absolue de ce fameux traité. Jusqu'à présent on lui reprochait d'avoir été conclu à l'insu de la Serbie et on avançait que l'Italie n'avait pas tenu les engagements militaires auxquels il l'obligeait. Cela ne suffit pas. Les conditions écrites d'un traité sont toujours, en effet, l'expression de certaines conditions sous-entendues. C'est ainsi que la seule supposition du danger d'une nouvelle agression brutale de la part des Allemands justifie les dures conditions que la France va imposer à l'Allemagne dans le traité de paix.

Quelles furent les conditions sur lesquelles se basa le traité de Londres?

L'Italie espérait créer une Croatie « indépendante » sous le sceptre de la dynastie de Savoie, une Croatie contenant 700.000 irréductibles serbes des anciens Confins militaires. A cette Croatie, l'Italie voulait bien abandonner Fiume comme port unique. Suivant les conseils de M. Rizoff, elle pensait que la Croatie serait assez reconnaissante pour ne pas lui garder rancune de l'annexion des îles, de Sibenik et de la vallée de la Krka. Mais si l'Italie a obtenu la neutralisation de la côte croate et de celle de la Serbie agrandie, c'est parce qu'elle avait reconnu à la Russie le droit d'occuper Constantinople et les Dardanelles. La Russie, de son côté, consentit à cette neutralisation, pour démontrer qu'elle ne songeait point à se servir des ports serbes comme base militaire et pour réfuter ainsi les éternelles colportées de la presse austro-hongroise, de plus, le danger italien ne lui paraissait pas très

grand pour la Serbie, car déjà, auparavant, elle avait pu la protéger contre les Allemands, les Magyars et les Roumains, et désormais, par la possession de Constantinople et des Dardanelles, elle devait pouvoir la défendre aussi contre les Bulgares.

Le traité italo-entente était donc basé sur un rapport de réciprocité avec le traité russo-entente. Ce dernier étant annulé, car la Ligue des Nations s'est prononcée pour la neutralisation de Constantinople et des Dardanelles, il est clair que le traité italo-entente doit, lui aussi, être considéré comme nul et non avenue.

Si la Conférence des Dix résolvait la question italo-yougoslave en faveur de l'Italie, non seulement elle préparerait la voie à un futur conflit italo-yougoslave, mais encore par cette injustice envers les Yougoslaves, elle permettrait à la Russie reconstituée de revendiquer Constantinople et les Dardanelles, ce qui amènerait un conflit entre la Russie et la Ligue des Nations.

Milovan Grba.

## Les Roumains et la question d'Albanie

Nous devons rappeler à nos amis roumains que l'attitude qu'ils observent dans des questions qui nous touchent de près, n'est pas très amicale, et qu'au contraire, elle se manifeste sous des formes très fâcheuses. Nous ne voulons parler ici ni du Banat, ni des Roumains de la vallée du Timok, questions que les Roumains ont inventées pour assurer la possession du Banat, mais de la façon dont nos amis et alliés envisagent la question d'Albanie. La presse parisienne nous annonce, en effet, de Bucarest que la Société macédo-roumaine vient de présenter aux ministres plénipotentiaires des puissances alliées, au nom des Roumains de Macédoine, un mémoire sur la question d'Albanie.

Ce mémoire demande aux Alliés d'assurer le libre développement des Roumains de Macédoine en incorporant à l'Est albanais la partie du vilayet de Bitolia qui n'est pas habitée par les Serbes, la région de Bitolia qui n'est pas habitée par les Serbes, la région de Pimda, dont la population est exclusivement roumaine, ainsi que la majeure partie de l'Épire. Il souligne le fait que l'élément macédo-roumain ne pourrait se développer librement, s'il restait divisé en trois groupes placés respectivement sous la domination serbe, grecque et bulgare (?), et rappelle qu'entre Albanais et Roumains, les rapports furent toujours cordiaux.

Il ressort de ce mémoire, que le comité macédo-roumain, encouragé par le gouvernement roumain, élève sa voix pour l'attribution des territoires serbes à l'Albanie.

Les Macédo-Roumains sont un peuple créé à Bucarest, que le cabinet roumain emploie comme contrepoids dans certaines questions où il juge nécessaire de les mettre en jeu. Le moment lui paraît venu de contrebalancer, à l'aide des Macédo-Roumains, les démesurées aspirations roumaines. Voilà pourquoi les Macédo-Roumains entrent en scène.

C'est un nouveau tournant dans la politique de nos alliés roumains, où la main de l'Italie n'est pas difficile à reconnaître. Il devient de plus en plus évident qu'il y a une connexion étroite entre la politique italienne et la politique roumaine. Toutes les deux s'accordent dans le désir de prendre quelques régions yougoslaves, et cela seul suffit à les unir. Que nous ayons été des alliés dans la guerre pour le droit des peuples, leur est parfaitement indifférent.

Il est fort intéressant, en tout cas, de relever l'amour soudain que les Roumains manifestent pour leurs soi-disant frères qui sont plutôt des Koutzo-Valaques, forts différents des Roumains du royaume, et leur ardeur à les pousser dans les bras de l'Albanie. Les Roumains ont-ils vraiment à cœur le développement des « leurs frères », lorsqu'ils se font les partisans de leur réunion à l'Albanie? L'Albanie n'est-elle

plus le pays le moins indiqué pour une œuvre de civilisation et n'est-elle plus le théâtre d'une anarchie des clans hostiles, digne des premiers siècles du moyen-âge? Il est plus que probable que les Roumains voudraient voir leurs « frères » unis à l'Albanie, non pas parce qu'ils se préoccupent de leur avenir, mais parce qu'ils voudraient rendre service à l'Italie. L'indépendance de l'Albanie ne serait-elle, elle aussi, qu'un fantôme derrière lequel apparaîtrait l'Italie, son héritière présumptive? Quant aux Roumains, en bons amis des Italiens, ils s'empressent de sacrifier leurs soi-disant congénères, comme s'il s'agissait d'une marchandise, pour obtenir l'appui de l'Italie dans la question du Banat.

Si nous n'avions pas la conviction que l'avenir doit apporter un jour la paix à tous les peuples, et que les combinaisons des cabinets finiront par s'écrouler devant la venue du monde nouveau que préconise Wilson, nous éprouverions une grande angoisse à voir ainsi la chaîne de fer se resserrer autour de nous, chaîne dont les anneaux les plus dangereux sont formés aujourd'hui par nos amis et alliés. Mais cette certitude nous permet de nous borner à signaler simplement les désirs de nos alliés roumains, en attendant le moment où ils déclareront, dans leur fureur, que nous n'étions pas, au fond, les alliés de nos alliés et que nous méritions complètement le sort de nos ennemis vaincus. Nous ne ressemblons déjà que trop à un malade que l'on couche malgré lui sur la table d'opération, et sur lequel s'acharnent des chirurgiens qui n'auraient pas de plus cher souci que de le priver de quelques-uns de ses membres. Amputés, incapables de vivre, nous paraîtrions peut-être dignes alors de jouir de l'amitié précieuse de nos voisins et alliés!

## LA QUESTION ADRIATIQUE

— Conférence de M. L. Voinovitch —

Le comte Voinovitch a fait à la Sorbonne, devant un auditoire nombreux et choisi, une brillante conférence sur le problème italo-sud-slave. Ce fut M. Emile Haumont qui introduisit M. Voinovitch. Il dit qu'il n'avait pas besoin de présenter le conférencier, dont le nom et la compétence en la matière étaient connus de tous. Faisant allusion à la lettre injurieuse de d'Annunzio sur les Vêpres vénitaines, M. Haumont a jugé bon d'ajouter que le comité franco-slave, en organisant les conférences de la Sorbonne, désirait fournir aux auditeurs l'occasion de se renseigner exactement. Une société universitaire a pour tâche première de rechercher la vérité, et c'est dans ce but que celle-ci a appelé des représentants distingués du monde slave à faire des conférences sur des sujets d'actualité.

Avant de donner la parole au conférencier, M. Haumont a rappelé une conversation qu'il avait eue à Venise, il y a plus de dix ans, avec le comte Voinovitch, conversation qui portait sur la civilisation italienne, dont nul était plus épris que le conférencier.

M. Voinovitch, sympathiquement salué par l'assistance, a évoqué tout d'abord des souvenirs historiques, les relations d'amitié entre Slaves du Sud et Italiens, soulignant plus particulièrement les liens spirituels qui unissaient les deux peuples. Passant à une époque plus moderne, il montra comment la littérature, les arts, la musique, le théâtre italiens, s'étaient répandus dans les pays serbo-croates, où l'on avait une véritable adoration pour le génie de l'Italie. Mais la fameuse Triple-Alliance, combinaison néfaste qui envénima les relations de l'Italie avec le monde slave, se venge aujourd'hui encore. C'est elle qui a donné naissance à cet orgueil aveugle, stupide, qui repousse toute idée de conciliation et veut traiter des peuples jeunes, vigoureux, en parias politiques. La guerre de Tripoli nous parut l'indice d'un tournant, mais avec la paix précipitée d'Ouchy (Lausanne), s'effondra l'espoir sud-slave d'une collaboration avec l'Italie dans la lutte pour l'indépendance et la liberté. « Débrouillez-vous tout seuls », nous disait l'Italie qui se désintéressait de notre idéal national.

Et les peuples balkaniques se débrouillèrent, en effet, tout seuls.

Lorsque la guerre européenne éclata, une nouvelle déception les attendait. On vit un peuple glorieux se perdre en marchandages, et, au lieu des

arguments de liberté nationale, s'appuyer sur le système allemand des arguments stratégiques. On assista alors au spectacle bien étrange de l'auto-suggestion de tout un peuple. L'Italie veut dominer. Une vague d'hostilité, même de haine, se déverse sur les Slaves du Sud. La thèse du peuple élu, supérieur, produit germanique par excellence, est avancée avec une audace extraordinaire. Ce spectacle nous trouble et nous inquiète. Tous les arguments autrichiens, invoqués autrefois pour empêcher l'unité italienne, sont employés aujourd'hui contre les Sud-slaves. On veut nous placer sous tutelle; on cherche pour nous une gardienne, et c'est l'Italie qui entend s'arroger ce rôle.

On invoque le traité de Londres. Mais ce traité est inexistant. Tout a changé depuis sa conclusion, et de cette Europe centrale contre laquelle l'Italie voulait des garanties, rien ne subsiste à l'heure actuelle. Si l'Italie demande des sécurités stratégiques contre nous, c'est qu'elle ne croit pas à la paix. Mais si l'Italie désire seulement la possibilité d'écouler ses produits, elle n'a pas besoin pour cela d'envahir des territoires qui ne lui appartiennent pas. Entre peuples civilisés, c'est par des traités de commerce qu'on sauvegarde les intérêts économiques du pays.

Quant aux raisons historiques, elles n'ont de valeur que si elles sont conformes aux faits ethniques. Or, en comparant les chiffres des districts dalmates alloués par le traité de Londres à l'Italie, on constate une telle disproportion entre le nombre des Slaves et des Italiens, que tout commentaire devient superflu. Par exemple, il y a dans les districts judiciaires de :

	Sudslaves	Italiens
Benkovac	17.192	52
Obrovac	16.118	19
Kislanje	10.635	13
Knin	30.345	96
Tijesno (Stretto)	8.892	29
Skradin (Scardona)	11.525	66
Drnis	24.310	90
Vrlika	13.696	5
Sibenik (Sebenico)	36.095	873

Dans les régions slovènes réclamées par l'Italie, il n'y a que des flots d'Italiens. Sacrifier les Slovènes qui sont peut-être les plus civilisés d'entre nous, aux velléités de conquête italiennes, ce serait une injustice éternelle.

Pour ce qui est de Fiume, les Italiens de Fiume ne sont pas autochtones. Ils ne représentent que des immigrations sporadiques. Le plébiscite organisé par l'Italie avec l'aide de deux divisions italiennes ne saurait compter. Notre droit sur Fiume est imprescriptible. Les Italiens l'ont reconnu eux-mêmes. Ce qui était vrai en 1915, lorsqu'on a conclu le traité de Londres qui attribua Fiume à la Croatie, ou bien à la Yougoslavie, est doublement vrai en 1919.

En terminant, M. Voinovitch a rappelé que dans certains milieux, on se plaint de ce que nous, Slaves du Sud, n'avons qu'un seul programme, tandis que les Italiens en ont plusieurs et d'élastiques. Ce n'est que trop naturel. Nous ne demandons nous que notre territoire national. L'Italie peut élargir ou retrécir son programme, parce que ce n'est pas de terres italiennes qu'il s'agit. Pour nous, c'est tout autre chose. Dans le jugement de Salomon, la soi-disant mère exigea le dépeçage de l'enfant, mais c'est à la vraie mère qui s'y refusa, que Salomon donna celui-ci.

« Le peuple serbo-croato-slovène attend le jugement de la Conférence de la Paix. C'est de ce jugement et de l'attitude de l'Italie que dépend la réalisation de la Ligue des Nations. Nous avons la foi profonde que notre juste cause ne sera pas sacrifiée. »

Ce fut salué par des salves d'applaudissements approbatifs que M. Voinovitch termina sur ces mots sa magistrale conférence, qu'il aura dû pouvoir faire devant le Conseil des Dix. Nous n'aurions pas pu trouver de meilleur avocat pour notre cause nationale. Par cette conférence, M. Voinovitch a une fois de plus justifié sa réputation d'homme politique et de diplomate de grand style.

L.

Société Gènevoise d'Édit. et d'Impr. — Genève

## FEUILLETON

### La civilisation des Serbes de Hongrie

Par St. STANOJEVITCH,

professeur à l'Université de Belgrade.

Les provinces de Hongrie peuplées par les Serbes (la Batchka, le Banat et le Srem), que l'on dénomme couramment le Duché serbe ou la Voïvodina, sont, sans conteste, une des régions serbes les plus importantes dans la vie nationale du peuple serbe.

Ces provinces sont le berceau de la civilisation serbe moderne. Jusqu'à la seconde moitié du XIXe siècle, tant que la Serbie ne les eut pas remplacées, ces provinces étaient le guide intellectuel et moral du peuple serbe. Les Serbes de Hongrie donnèrent l'essor à la littérature serbe moderne et à toutes ses ramifications. Ce fut là que germèrent les premières manifestations de l'art serbe et de la science. Les Serbes de Hongrie contribuèrent beaucoup au développement intellectuel de la Serbie. Chez les Serbes de Hongrie furent constitués les premiers partis politiques, furent créés également les premiers périodiques, quotidiens et revues. De toutes les provinces serbes, ce sont elles qui firent le plus dans le domaine de la vie nationale; ce point encore elles qui donnèrent au peuple serbe le plus grand nombre d'intellectuels, d'hommes de lettres, de savants, d'artistes.

Déjà au XVIIIe siècle, lorsque tous les autres Etats serbes se trouvaient encore sous la domination turque, dans les contrées de la Hongrie méridionale, dont les Serbes cherchaient à former un territoire séparé, à créer la Voïvodina serbe, la libération du joug turc leur avait fourni des conditions d'exis-

tence meilleures, plus sûres au point de vue de leur développement économique et intellectuel. Lorsque le peuple serbe, ainsi qu'il a été dit plus haut, s'est vu contraint de recourir à la lutte pour préserver et conserver sa nationalité, il accorda une attention toute particulière à l'instruction publique.

C'est ainsi qu'au XVIIIe siècle, tandis que toutes les autres contrées serbes étaient soumises aux Turcs, et que le peuple serbe de Turquie avait à soutenir la lutte grossière, matérielle, le couteau à la main, et ne trouvait pas la possibilité de mettre ses facultés intellectuelles au service de l'action entreprise dans le domaine de la culture intellectuelle et de l'instruction publique, — c'était chez les Serbes de Hongrie l'époque florissante en créations de toutes sortes: ouverture d'écoles primaires, fondation du premier séminaire, de la première école normale à Karlovzi (Srem) et à Novi Sad (Bachka), l'ouverture du premier lycée serbe à Karlovzi, en 1791, et peu de temps après, du lycée de Novi Sad.

Les débuts de la littérature et de la science serbes s'étaient déjà annoncés avant même toutes ces créations. Déjà au commencement du XVIIIe siècle, George Brankovitch, prétendant au trône de Serbie — que le gouvernement autrichien détiint, sans motif d'ailleurs, prisonnier pendant plus de vingt ans — écrivit une histoire détaillée du peuple serbe depuis les temps les plus reculés jusqu'à son époque. Malheureusement cette œuvre, capitale pour son époque, est restée inédite.

Au cours du XVIIIe siècle, les productions littéraires commencent à se multiplier avec intensité et à embrasser aussi bien le domaine scientifique que littéraire. Les auteurs serbes s'adonnent alors à la vulgarisation des œuvres littéraires et scientifiques et à leur diffusion au moyen d'almanachs. Mais la véritable révolution dans la vie littéraire est opérée par le disciple des encyclopédistes français, par Dossithée Obradovitch, au moyen de la publication de son Autobiographie (1783) et d'autres ou-

vrages, où il plaide la démocratisation complète de la littérature et des sciences. Afin d'y parvenir, il posa comme condition primordiale l'emploi de la langue du peuple même comme langue littéraire.

En outre, Obradovitch documenta le nationalisme serbe, tout d'abord théoriquement. Il fut heureux d'assister à la fondation du nouvel Etat serbe; il devint son premier ministre de l'Instruction publique et mourut comme tel.

Après Obradovitch, la littérature chez les Serbes de Hongrie prit un essor rapide.

Durant les trois quarts du XIXe siècle, bien qu'il existe un Etat serbe indépendant qui progresse et grandit, toute la littérature, la science et l'instruction publique sont aux mains des Serbes de Hongrie.

Déjà vers la fin du XVIIIe siècle, on voit apparaître une œuvre capitale, l'« Histoire des Slaves du Sud, des Bulgares, Croates et Serbes », due au talent de l'archimandrite Jean Raïtch, de Karlovzi.

Là encore, un peu plus tard, un certain nombre d'écrivains se groupent en un petit cercle autour du métropolitain Stévan Stratimirovitch. Le réformateur de l'orthographe serbe Vouk Karajitch, qui a recueilli les premières productions de l'esprit national, a également placé son champ d'action parmi les Serbes de Hongrie, bien qu'il fût originaire de Serbie et qu'il ait vécu à Vienne.

Les Serbes de la Voïvodina ont fondé, en 1826, la première Société littéraire serbe « Matitza » qui existe encore de nos jours à Novi Sad (Batchka). Ce nom a été emprunté et employé pour la même destination plus tard par d'autres peuples et tribus slaves.

La Matitza est de nos jours encore, quant au nombre de ses membres et par la quantité des publications qu'elle édite, une association littéraire certainement des plus importantes chez les Yougoslaves.

## Le "Times" et les Bulgares

— En flagrant délit de falsification —

Le « gorille des Balkans » que M. Pierre Dunton a eu la chance enotable de voir en face et qu'il nous dépeignait l'autre jour, s'évertue avec la dernière énergie à se réhabiliter devant le monde civilisé. Dans cette tâche, plutôt ingrate, le Bulgare a cependant cet avantage sur les autres humains d'être en quelque sorte au-dessus de toute sanction ou obligation. Sa morale de gorille lui permet de s'élever à cette hauteur et de aller vers ses fins selon ses instincts sacrés. Il s'est pâmé de délice à l'odeur du sang de ses victimes, car, dans son monde si choté, il est insurpassable dans le raffinement de ses plaisirs. Ce qu'il y a cependant de fâcheux, même pour lui, c'est qu'il s'efforce de propager sa manière au cœur de l'Europe et jusque dans le domaine de la discussion.

On sait que le « gorille » en Suisse a quelques organes de presse dans lesquels il déverse ses vérités, organes qui se présentent sous des habits d'emprunt. Mais, chose étrange, le nom de Bulgare lui-même doit lui être en horreur, car il évite avec un soin jaloux de s'en servir en public. Il essaie de cacher son horrible grimace dans l'« Impartial Suisse » et la « Correspondance balkanique », persuadé qu'il arrive à se camoufler et que les mensonges qu'il débite parviendront à ébranler le lecteur peu renseigné.

Dans la « Correspondance balkanique » du 21 février, a paru, en effet, un article signé P. D. (Pantcho Doreff), où l'âme du « gorille » apparaît dans tout l'éclat de sa splendeur originelle. L'auteur avance des allégations qui font rire, cherche à déculper sa tribu des charges effroyables relevées contre elle et termine par une sol-disant citation extraite du « Times ». Pour que nos lecteurs puissent se faire une idée plus nette des manières qui sont coutumières au « gorille », nous reproduisons cette conclusion mot à mot :

« Terminons, dit-il, par un fait consolant pour nous et qui démontre que, d'une façon générale, les Bulgares ont su se comporter humainement. Il s'agit d'un télégramme de Belgrade, publié dans le « Times » du 14 janvier. Cette missive dit textuellement : « Pour les sauver de la famine qui les menaçait, les Bulgares avaient fait envoyer environ 20 000 Grecs dans la plaine fertile de Pojarevats, en Serbie ; de ce nombre, 3 000 persistent encore aujourd'hui à vouloir rester dans la région, y ayant trouvé la possibilité d'y mener une vie tranquille. Mais les Serbes qui possèdent dans leurs foyers voudraient les expulser à tout prix. » — « Sans commentaires ! »

Ce « sans commentaires » planté là avec une maestria « gorillesque » a attiré notre attention, et nous eûmes la curiosité de lire le « Times » cité, soit son numéro du 14 janvier. Nous y avons trouvé, en effet, une dépêche de son correspondant de Belgrade. Mais, nous connaissions l'âme mensongère du « gorille ». Aussi n'avons-nous pas été surpris le moins du monde de constater que la dépêche soi-disant traduite « textuellement » avait été audacieusement défigurée et grossièrement falsifiée. Voici, en effet, la dépêche que le « Times » publiait, sous le titre « Les frontières balkaniques » et avec ce sous-titre « Une leçon d'objectivité de la Serbie » :

« Belgrade, 9 janvier. — L'histoire des 20.000 Grecs de Pojarevats est instructive, et montre comment, par une méthode appropriée, la situation ethnographique naturelle des populations peut être artificiellement altérée pour des fins politiques.

« Pojarevats est une de ces oïles de la partie septentrionale de la Serbie que la Bulgarie espérait s'annexer prochainement. Comme ses habitants étaient indubitablement Serbes, on jugea bon de les transférer en Bulgarie. Le même expédient fut imaginé en Thrace, où l'élément grec dominait d'une façon gênante, et les Bulgares d'accord avec les Turcs qui étaient également soucieux de se débarrasser des Grecs amenèrent plusieurs milliers de Grecs en Serbie et les installèrent dans les habitations des Serbes expulsés. Ils transférèrent ainsi 20 000 Grecs. Sur ce nombre, 13 000 furent atteints à tel point de nostalgie, qu'ils s'en retournèrent à pied en Thrace, parcourant 300 milles pour trouver à la fin de leur pénible voyage leurs maisons occupées par les Bulgares et les Turcs.

« Entre temps, ceux qui avaient survécu parmi les Serbes déportés commencèrent à rentrer à Pojarevats et quelques disputes ont dû s'élever entre eux et les Grecs. 4 000 Grecs furent envoyés par l'amiral Tronbridge, par le Danube, à Lam Palankô d'où, par les soins des alliés, ils furent transportés en chemin de fer à travers la Bulgarie. Les 3 000 autres Grecs de Pojarevats décidèrent d'y rester, ayant apparemment de bonnes conditions de vie en Serbie. »

Telle est la dépêche du « Times » qui, comme on le voit,

est toute différente de celle que M. Pantcho Doreff attribue à ce journal. Si ce patriote bulgare avait pu citer quelque journal obscur, en défigurant son texte, on aurait pu dire qu'il espérait que personne ne s'apercevrait de sa turpitude. Mais falsifier à ce point une dépêche du « Times » et baser ensuite des mensonges sur cette falsification semblait quelque chose de tout à fait impossible en Europe. Tout être moral est stupéfié, à juste titre, d'un tel cynisme. Et c'est ce qui fait que nous nous demandons si les Bulgares ne tentent pas d'introduire leur mentalité de gorille dans les discussions ? Il est fort probable et même certain qu'ils n'y voient aucun péché. Mais le lecteur civilisé de l'Europe doit se garder de tomber dans le piège du « gorille » qui, comme on le voit, n'est pas seulement parfait dans le carnage des êtres humains, mais aussi très expert dans l'art du mensonge et réussit même à tenir la gloire allemande dans ce domaine.

Syrnicus.

## Bulgares et arguments historiques

Pour les peuples des Balkans en général, et plus spécialement pour nous, Serbes, la partie la plus intéressante de la Conférence socialiste de Berne fut certainement celle dans laquelle le représentant des socialistes bulgares, ministre Sakasoff, a exposé la conception bulgare de la solution des questions territoriales et nationales dans les Balkans.

Sakasoff a notamment engagé l'Internationale socialiste à vouer une attention spéciale aux questions nationales et à demander que l'on charge la Société des Nations de s'occuper de ce problème. Toutefois, en ce qui concerne plus spécialement la solution des questions territoriales, on devrait, selon les socialistes bulgares, prendre également en considération le passé : « ... Au moment de résoudre, on ne devra pas se borner seulement à consulter les statistiques, car, à cause de la politique sans précédent qui tend à exterminer l'élément bulgare en Macédoine, les Bulgares par exemple ne seraient pas en mesure de réaliser leurs droits... »

Cette déclaration, dans la bouche du ministre socialiste bulgare, montre le curieux changement qui s'est produit dans la direction de la politique des Bulgares, qui devait les amener à la réalisation de leur cause « sacrée ». Jusqu'à présent, les arguments historiques en faveur de la Macédoine pesaient peu pour les Bulgares ; quant aux arguments tirés de l'histoire de la civilisation, tout Bulgare se gardait prudemment d'en souffler mot. Les seuls arguments qui avaient de la valeur pour les Bulgares étaient précisément les statistiques, car elles étaient faites par les écoles et les églises bulgares de Macédoine entretenues aux frais du gouvernement de Sofia. Les Bulgares y ajoutaient un autre argument, d'ordre économique : « La Bulgarie ne peut pas exister sans posséder les trois mers ! »

Voici que, maintenant, les Bulgares ont recours à l'histoire !

M. Sakasoff a d'ailleurs fait une tentative tout à fait vaine. Les arguments historiques auraient été pris en considération même sans son intervention. Lorsqu'on résoudra les questions territoriales et nationales balkaniques et lorsqu'on cherchera des moyens efficaces de créer une paix durable dans cette partie de l'Europe, il est certain qu'on ne perdra pas de vue les faits historiques. On prendra, entre autres, en considération ce fait que certain kan bulgare fit en effet écraser, jadis par ses hordes certaines parties de la Vieille-Serbie et de la Macédoine dont les Bulgares, après toutes sortes d'honneurs et de dévastations contraignirent les habitants à fuir dans les montagnes du

Balkan ; ou celui-ci, que tous les monuments de la civilisation slave en Macédoine sont serbes ; ou encore, que la Bulgarie contemporaine, ce produit des efforts et des ambitions étrangères, a fait huit guerres (en 40 ans) contre tous les voisins qui l'entourent ; ou, enfin, que les Balkans ne furent jamais en repos quand les Bulgares se sentaient fort et que les Balkans ne connaîtront jamais la sécurité si la Bulgarie n'est pas ramenée dans ses frontières naturelles. C'est-à-dire dans ses frontières ethnographiques.

« L'Europe, écrivait l'autre jour, un éminent auteur, admirablement au courant des questions balkaniques, M. Auguste Gauvain, ne sera point en repos aussi longtemps que les Bulgares ne seront pas réduits à l'impuissance. Si, grâce à la complicité maladroite du sultan avec l'exarchat, les Bulgares ont pu depuis 1870 se livrer à une propagande effrénée en Macédoine et lieux circonvoisins, cela ne leur crée point de droits. Les succès artificiels qu'ils ont obtenus parmi les populations sont superficiels, il n'en restera nulle trace si l'on met fin à la propagande et aux violences... »

Le chef des socialistes bulgares « larges » peut se rassurer parfaitement à cet égard. Les arguments historiques seront pris en considération. On ne les perdra même jamais de vue.

T. S.

## Un geste inqualifiable

Un certain M. Atanase Popovici, portant le titre de « président de la délégation des Roumains du Timok », a fait publier dans le « Temps » du 25 février un appel au peuple français, sollicitant son concours pour la réunion à la mère patrie — la Roumanie — des 350.000 Roumains qui habitent en masse compacte dans le nord-est de la Serbie un territoire de plus de 12.000 kilomètres carrés. M. Atanase Popovici fait appel à la France, la « protection constante du peuple roumain », principalement parce que la Roumanie, en tant que l'alliée de la Serbie contre les Germano-Magyars, se trouvait dans une situation délicate et n'aurait pas pu intervenir plus tôt en faveur des Roumains serbes « subjugués ».

Nous n'aurions jamais supposé que l'école bulgare ait pu trouver de si bons élèves parmi les Roumains qui ont eu pourtant l'occasion de connaître les Bulgares de près et de se rendre compte de la valeur de leurs méthodes. A vrai dire, nous avions eu déjà l'occasion de voir des cartes ethnographiques et historiques roumaines qui nous rappelaient fort le fameux Atlas de Rizoff ; nous avions également lu certaines déclarations d'un ministre roumain à l'étranger qui nous en contaient de fortes sur les « colonies compactes de Roumains même en Betchka et en Istrie ». Toutefois, que des politiciens de Bucarest aient pu aller jusqu'à créer de soi-disant délégations de Roumains du Timok ou de Macédoine-Roumains dans le but de feindre de demander quelque chose au détriment de la Serbie, pour arracher des concessions ailleurs, a dépassé vraiment notre attente.

En effet, nous ne comprenons pas comment les Roumains ont pu se décider à toucher à un sujet qui est, en réalité, si nettement défavorable à la Roumanie (laquelle soit dit en passant, n'a pas toujours été l'alliée de la Serbie, dans sa lutte

contre les Germano-Magyars) et que les Roumains auraient tout intérêt à passer sous silence, ou du moins, à ne pas porter devant un auditoire aussi grand.

Qu'en est-il en fait ?

A part quelque parenté linguistique, les Roumains de la région du Timok n'ont absolument aucune parenté avec les Roumains de Roumanie. Ils n'ont aucune sympathie particulière pour la Roumanie ; ce sont de libres citoyens de la Serbie et cela depuis le moment où celle-ci a recouvré son indépendance ; ils ne vivent pas en masse compacte, mais sont mêlés aux Serbes ; leur nombre ne dépasse pas 100 à 120.000, ils sont maîtres de leurs terres, et, au point de vue économique, ils sont beaucoup mieux placés que les Roumains. Enfin, ils connaissent bien mieux le serbe qu'ils ne connaissent le roumain. Il n'y aurait qu'un seul moyen de les réunir à la Roumanie : ce serait la force. Voudrait-on y recourir ? Ils ne formeraient, dans ce cas, qu'une seule armée, animée d'un seul sentiment, le sentiment anti-roumain.

Les agissements des politiciens de Bucarest, qui se sont servis de M. Atanase Popovici, sont donc vraiment blâmables, d'autant plus qu'ils affectent la forme d'un appel à la noblesse de caractère du peuple français.

Dans les premiers jours de la guerre mondiale, lorsque la France se débattait entre la vie et la mort, et quand le même « Temps » appelait au secours tous les peuples qui avaient à cœur la cause de l'humanité, personne ne répondit. Ce ne fut que plus tard, lorsque la victoire se dessina plus nettement que des combattants pour la civilisation et la justice se présentèrent.

Aujourd'hui, l'allié de la France, le plus lent à se décider, demande au peuple français de lui prêter son concours pour amputer la Serbie, alliée de la France dès le commencement de la guerre, d'une partie de son sol national, y compris les fils qui l'habitent et qui ont contribué, au prix de sacrifices inouïs, à la libération de tous les petits peuples, sans distinction de mérites. Et c'est cet acte que la France devrait commettre envers la Serbie, que M. Popovici baptise de noble et de généreux, prétendant que la France servira ainsi la cause de la justice !

M. Cvf.

## Le dossier noir bulgare

Après la Macédoine, la Thrace !

On mande de Salonique au « Temps » que la persécution contre les Grecs de Thrace a amené une diminution considérable de la population des villes.

A Soufli, sur 12.000 Grecs, il en reste à peine 2000 ; dans la région de Didymstichou, sur 60.000 Grecs, il n'en reste que 20.000 ; à Xanthia, les survivants grecs sont très peu nombreux. Si la tyrannie bulgare devait se prolonger, les Grecs seraient tous exterminés rapidement !

Les Grecs de la Thrace occidentale viennent d'être sommés par les autorités bulgares de faire la déclaration par écrit, dans les mairies, qu'ils sont bulgares. Tous les Grecs qui refusent de renoncer à leur nationalité se voient privés des cartes de vivres, et partout une faim atroce décime les populations helléniques.

## LA LIGUE DES NATIONS

(Suite.)

Il serait injuste de le leur trop reprocher, puisque les petits Etats établissent la même distinction avec ceux qui sont encore plus faibles qu'eux. D'autre part, les grandes puissances apportent, dans la règle, une contribution plus considérable à l'Humanité que les petites ; elles sont donc bien en droit de prétendre à une influence particulière aussi longtemps qu'elles n'en abusent pas. Tant que le principe de la souveraineté nationale domine la vie des Etats, il sera difficile d'y apporter des changements essentiels. On se trouve en présence d'une situation qui est conforme aux conceptions invétérées, qui correspond à la mentalité et au caractère général des Etats et qui, par conséquent, ne permet aucune égalisation par les moyens mécaniques.

La même remarque s'applique aux conditions économiques des Etats. Aujourd'hui, l'économie publique n'est pas internationale, mais nationale. Avant de créer des systèmes formels d'organisation économique internationale, il faut donc réorganiser la base matérielle de la vie économique de chaque Etat particulier dans le sens de la coopération. C'est un travail qui comporte une transformation profonde de toute la machine économique. Une Conférence de la Paix n'est pas en mesure de l'accomplir.

On pourra nous objecter que dans une collectivité composée d'individus, telle que l'Etat, une égalité absolue des

membres n'existe pas non plus, et que les différences sociales entre particuliers n'empêchent pas l'Etat de s'organiser juridiquement. L'argument n'est pas sans valeur. Cependant, il ne faut pas perdre de vue qu'un particulier se laisse plus facilement enfermer dans un cercle tracé qu'une communauté, un Etat. Et encore cette mission au pouvoir de la collectivité, les particuliers ne l'ont-ils acceptée qu'après y avoir été forcés. Or, nous l'avons rappelé, la Ligue des Nations, pour pouvoir aboutir, doit reposer, elle, sur le libre consentement des peuples.

En ce qui concerne l'exemple des Confédérations ou Etats fédératifs, il est à remarquer qu'un lien particulier existe toujours entre les membres de la Confédération, un trait commun quelconque tiré des nécessités ethniques, politiques, économiques ou sociales et suffisamment fort pour pénétrer la vie de toute l'union. Un tel trait commun n'existe pas encore chez les peuples en général, de sorte qu'un rapprochement des peuples sous la forme d'une Ligue des Nations doit forcément se limiter à des combinaisons particulières ayant des buts exactement définis et se trouvant dans le domaine des possibilités pratiques.

La commission chargée d'élaborer le projet d'une Ligue des Nations a tenu compte de toutes ces difficultés. Ce qu'elle propose, en somme, à la Conférence, comme statut de la Ligue des Nations, n'est qu'un essai de limitation de la souveraineté extérieure des Etats, plus particulièrement dans la question des armements et de la liberté de faire la guerre.

(A suivre.)

Avant cela déjà, pour la première fois à la fin du XVIIIe siècle, et au commencement du XIXe siècle, pour la seconde fois, les Serbes de Hongrie créèrent les premières feuilles politiques, mais qui ne furent pas de longue durée. C'étaient d'ailleurs les premiers journaux qui paraissaient chez les Serbes. De même, en 1825, ils publièrent, à Novi Sad, la première revue serbe, « Létopis », qui fut plus tard propriété de la Matija et devint son organe. C'est encore chez les Serbes de Hongrie que vit le jour, quoique un peu plus tard, le premier illustré serbe, et c'est là encore que furent créées l'atmanographie et la littérature enfantine.

Au commencement du XIXe siècle, les Serbes de Hongrie eurent les premiers un théâtre serbe, création qui n'eut pas de lendemain. Mais, en 1863, on fonda à Novi Sad un théâtre national serbe ambulante.

La création des premières salles de lecture serbes, et celle des premières sociétés chorales, sont dues à l'initiative des Serbes de Hongrie, comme aussi l'ouverture de la première Banque serbe et des établissements de crédit.

Les premières manifestations de la vie politique serbe s'annoncent également chez les Serbes de Hongrie. En effet, c'est à Betchkerék (Banat) que fut formé le premier parti politique serbe organisé, et c'est là que fut élaboré et adopté le premier programme politique (1869).

Et tout ce grand mouvement politico-national du peuple serbe, connu sous le nom de Ombadinski Pokret (mouvement de la jeunesse), a germé et s'est développé surtout chez les Serbes de Hongrie.

(A suivre.)

# Le problème de l'Adriatique

Exposé de M. TROUMBITCH

devant le CONSEIL DES DIX, le 18 février 1919

Je me bornerai, au nom du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, à exposer brièvement nos revendications et à préciser les bases sur lesquelles nous nous plaçons pour les soutenir.

Il s'agit des pays de l'ancienne monarchie austro-hongroise qui se trouvent situés sur la mer Adriatique ou qui gravitent vers elle, et qui sont habités par la nation yougoslave.

Comme on l'a plusieurs fois énoncé dans les manifestations publiques des représentants officiels de notre nation, nous basons nos revendications territoriales sur le principe des nationalités et sur le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes. C'est sur cette base que nous revendiquons pour notre Etat les pays dont la population est de nationalité yougoslave et les populations qui veulent entrer dans notre Etat.

D'une manière générale, on doit remarquer d'abord qu'en ce qui concerne la langue parlée et le sentiment national toute la côte adriatique de l'ancienne Autriche-Hongrie, de Monfalcone jusqu'à Spizza, est habitée, en masse compacte et continue par les Yougoslaves. Toute la campagne et tout l'hinterland de cette côte sont yougoslaves, à la seule exception de cinq villages italiens qui se trouvent au nord de Poïa. Dans la plupart des villes, l'élément slave est en majorité, sauf dans quelques villes isolées où prédomine l'élément italien, comme à Gorica, Trieste, les cités de la rive occidentale de l'Istrie, Lussin, Fiume et Zara. L'élément italien n'y forme donc que des enclaves ou des oasis dans un milieu slave et n'est absolument pas limitrophe de la péninsule italienne.

La majorité yougoslave a été de tout temps opprimée. Tel était l'état de choses pendant les quatre siècles et plus de domination vénitienne. L'élément slave, dépourvu de tout droit national, n'a pu obtenir sous cette domination aucune école en sa langue ni dans les villes ni dans la campagne. Et pourtant, la domination vénitienne n'a réussi à italianiser aucun territoire et n'a laissé derrière elle, le long de la côte de l'Adriatique, que quelques familles et que des vestiges du dialecte vénitien, comme elle l'a fait, du reste, dans les îles de la mer Ionienne et de la mer Egée que la République de Venise a gouvernées.

L'Autriche a continué dans ces provinces l'application du système qu'elle y avait trouvé. Le régime autrichien était antidémocratique. Il se basait sur la division des classes et des nationalités tant au point de vue des droits civils que des droits politiques. Aussi l'élément yougoslave a-t-il toujours été opprimé et systématiquement négligé, tandis que l'élément italien des villes se trouvait privilégié. Lorsqu'en 1907, le suffrage universel fut introduit dans les pays autrichiens, les premières élections démontrèrent que l'élément yougoslave était beaucoup plus fort qu'il ne paraissait.

Le réveil national des masses yougoslaves avait commencé après l'introduction de la Constitution de 1861. C'est alors que prit naissance la lutte politique entre notre élément et l'élément italien. Nos populations sont démocratiques; elles luttent pour le libre usage de leur langue, pour leurs droits politiques et sociaux. Tout naturellement, dans cette lutte, elles remportaient chaque jour des victoires et faisaient des progrès dans la revendication de leurs droits, gagnant de nouvelles positions.

Passant à l'application du principe des nationalités et du droit des peuples de disposer librement de leur destinée, je désire mentionner les régions dont il s'agit ici. Pour une meilleure compréhension de la question, je parlerai d'abord des régions situées sur la côte adriatique à partir du cap Promontoire le long de la côte orientale de l'Istrie, en passant par Fiume tout le long du reste du littoral croate, de la côte dalmate jusqu'à Spizza (frontière sud de la Dalmatie), et de toutes les îles du Quarnero et de la Dalmatie, qui, à tous les points de vue, font partie intégrante de cette côte. Le littoral dont je viens de parler est presque exclusivement peuplé de Yougoslaves, aussi bien dans les villages et bourgs que dans la majeure partie des villes. La population de langue italienne ne vit que sporadiquement, en groupes, dans certaines villes, mais en nombre si minime que ce facteur ne peut avoir aucune influence sur le caractère national de ce littoral et de ses îles.

La population yougoslave qui en forme l'immense majorité possède une haute conscience de son unité nationale et est animée de la ferme volonté de rester dans notre Etat déjà constitué. Aussi, au nom du principe des nationalités demandons-nous que ce littoral tout entier, avec ses îles, soit réuni à notre Etat.

Il faut souligner que toutes ces régions sont pauvres et ne pourront se développer économiquement que dans un Etat indépendant dont ferait partie leur hinterland. C'est vers ce littoral que gravite toute la vie nationale, économique et commerciale de la majeure partie des provinces de notre Etat, c'est-à-dire la Croatie, la Slavonie, la Backa, le Banat, la Serbie du nord, la Bosnie-Herzégovine, la Dalmatie et le Monténégro, dont toutes les routes (naturelles) et les chemins de fer existant actuellement conduisent à la mer. Les îles, de leur côté, vendent tous leurs produits d'exportation dans les villes du littoral. La politique économique de l'Autriche n'a pas voulu permettre la construction de voies de communication dans le sens transversal, comme c'eût été dans l'intérêt de ces régions. Au contraire, on a construit des routes commerciales dans le sens longitudinal, du Nord au Sud, dans une intention de pénétration dans les Balkans. Notre Etat aura pour tâche de modifier complètement cette politique et de construire des lignes de chemins de fer transversales pour contribuer au développement des relations commerciales au-delà de la mer, et en premier lieu avec l'Italie.

Le seul chemin de fer commercial est celui qui conduit de Fiume (Rijeka) en Croatie-Slavonie, en Serbie, en Bosnie et en Hongrie. Le gouvernement hongrois a construit cette ligne de chemin de fer au moyen des ressources de l'Etat ungaro-croate commun à une époque où il avait arraché, en se basant sur la falsification des lois de 1868, Fiume aux Croates. Ce port est, par suite, aujourd'hui, la seule issue commerciale à la mer pour toutes ces régions. Sans Fiume, elles ne pourraient pas se développer normalement. Aujourd'hui que la Conférence de la Paix s'occupe d'assurer des débouchés commerciaux à la mer, même aux peuples enclavés qui n'y ont pas d'accès direct, il serait incompréhensible qu'on essayât de prendre à notre nation des ports qui se trouvent sur ses territoires et sur son propre littoral. Pour ces raisons, nous demandons la reconnaissance à notre Etat de tout le littoral, y compris les îles dont il s'agit.

Dans le bassin de la haute Adriatique se trouvent les provinces de Goritz-Gradiska, Trieste avec sa banlieue et la partie occidentale de l'Istrie.

La province de Goritz-Gradiska comprend deux parties qui diffèrent entre elles, tant au point de vue ethnique qu'au point de vue économique. La partie occidentale, qui s'étend jusqu'à la ligne Cormons-Gradiska-Monfalcone, vit de sa propre vie et constitue une unité économique. D'après la langue parlée dans cette région, il y a 72.000 Italiens et environ 6000 Slovènes; au point de vue géographique, elle n'est que le prolongement de la plaine vénitienne. Ce territoire, appelé le Frioul, appartient, d'après le principe des nationalités, au peuple italien, aussi ne le revendiquons-nous point. Le reste de cette province, à l'est et au nord de la ligne Cormons-Gradiska-Monfalcone, et qui englobe la région montagneuse, est habitée par 148.500 Slovènes et 17.000 Italiens, dont 14.000 dans la ville de Goritz, où ils forment la moitié de la population. Le centre économique et intellectuel de cette région se trouve dans la ville de Goritz.

Les Slovènes sont un peuple civilisé, très avancé et conscient au plus haut point de leur communauté nationale avec les autres peuples yougoslaves. Nous demandons donc que cette région soit réunie à notre Etat.

La ville de Trieste et sa banlieue font géographiquement partie intégrante de territoires purement slaves. Cette ville possède une population en majorité italienne — les deux tiers d'après la statistique — tandis qu'un tiers est slave. L'élément slave joue un rôle important dans la vie commerciale et économique de Trieste. En outre, si Trieste se trouvait en contact ethnique avec l'Italie, nous reconnaitrions, au nom du principe des nationalités, le droit de la majorité. Mais tout l'hinterland de Trieste est pur ment slave et il sépare Trieste des territoires italiens par 20 kilomètres de côte slave. Cependant, l'importance de Trieste doit être considérée en premier lieu en se plaçant au point de vue de sa valeur commerciale et maritime. Trieste est un port de commerce mondial. Comme tel il est l'expression de son hinterland, qui s'étend jusqu'à la Bohême, et en premier lieu deson hinterland slave où, en premier lieu du commerce total de Trieste, Trieste dépend de son hinterland comme celui-ci dépend de Trieste. Si Trieste tombait sous la souveraineté de l'Italie, cette ville se trouverait politique-

ment séparée de son hinterland commercial. Cette séparation porterait forcément préjudice à son commerce. L'Autriche s'étant écroulée en tant qu'Etat, la solution naturelle du problème de Trieste est sa réunion à notre Etat, et c'est justement ce que nous demandons.

L'Istrie est peuplée de Slaves et d'Italiens. D'après la dernière statistique, il y avait 223.318 Yougoslaves et 147.417 Italiens. Les Slaves habitent en masse compacte l'Istrie centrale et orientale. Il y a des Italiens en groupes sporadiques dans certains petits bourgs. D'après l'immense majorité de la population, l'Istrie centrale et orientale est slave.

La population italienne habite en nombre plus élevé la côte occidentale de l'Istrie, surtout dans les villes et seulement dans cinq villages au nord de Poïa. Ce sont les seuls villages de langue italienne de toute la côte de la mer Adriatique, depuis Monfalcone jusqu'à Spizza. Les Slaves peuplent les villes du littoral et tous les autres villages. Les populations italiennes ne possèdent donc aucune unité territoriale. Pour ces raisons, et aussi parce que la péninsule de l'Istrie est territorialement reliée à la Carniole et à la Croatie, tandis qu'elle est séparée de l'Italie par l'Adriatique, on devra conclure que cette péninsule doit être reconnue comme faisant partie de notre Etat. C'est ce que nous demandons.

En général, on doit remarquer que toutes les régions du littoral adriatique (de Monfalcone à Spizza) n'ont point d'intérêts vitaux communs avec la presqu'île italienne. Ils en ont, au contraire, exclusivement avec nos régions, auxquelles elles sont géographiquement unies. Cette raison majeure devra être prise en considération au moment de la solution du présent problème.

En ce qui concerne la statistique autrichienne, il faut faire remarquer que, d'après la loi autrichienne, elle est faite par les soins des communes. Dans les villes où les Yougoslaves habitent avec les Italiens, comme Goritz, Trieste, Poïa, Fiume, Zara, les communes se trouvent entre les mains des Italiens. Ce sont donc les autorités communales italiennes elles-mêmes qui ont procédé à ces recensements et qui, par conséquent, ne peuvent pas être soupçonnées de les avoir établis au détriment des Italiens.

## En Macédoine

— Impressions de voyage —

Dans les combes à peine verdies paisent les buffies aux cornes tourmentées. Leur muflie rose se lève, au passage du camion. Mais le spectacle n'est pas assez nouveau pour eux, et les voici à chercher l'herbe, parmi les pierres, cependant que la route trace son sillon d'ocre. Théorie de paysans serbes auxquels se mêlent des Turcs, gravement immobiles sur l'anon gris. La bête n'est pas à l'échelle de l'homme, dont les babouches effleurent les ornieres. Combien distants et dérivés des contingences, ces vieux qu'un rêve absorbe. L'orgueil blessé détourne-t-il du paysage les anciens maîtres de la Macédoine, ou s'ils cheminent sans pensée, hors du temps et du lieu? C'est ici, pourtant, la plaine de Koumanovo. La Serbie, en 1912, y conquit des provinces. Qu'importe au cavalier. Il va, le regard fixe: « Allah itch Allah ». Et la ville est lointaine, où le conduit son âne.

Devant les échoppes de Koumanovo, Français et Anglais se disputent les derniers tapis, les icônes anciennes, les broderies lamées d'argent et d'or. La mosquée semble un vieil ivoire incrusté dans l'émail du ciel. La nuit vient nous cacher la turquerie des rues. Encore deux heures de roulis, de tangage, dans l'affolement tintamarre des chaînes, et ce sera Uskub, le « Skopje » serbe.

Un jour blond s'est levé sur la ville créée de pierres moussues. Derrière le moutonnement des fonds macédoiens se hausse la barrière de neige du Charplina. Le serpent du Vardar ondule dans la plaine et prend Uskub dans ses anneaux. Du haut de la citadelle, le quartier turc croule jusqu'au pont, qui s'arc-boute pour résister. Les minarets, partout, coupent la brune ligne des toits. Plus près, la ville tzigane montre sa lèpre, ouvre ses ruelles, ses cours immondes. Les mères, au seuil des bouges, rient en arrêt devant la broussaille des chevillures enfantines. La famille accroupie suit la chasse avec volupté: Il y aura beaucoup de gibier au tableau.

C'est à Skopje qu'opère la commission d'enquête sur les atrocités bulgares. Elle réunit des délégués français, anglais et serbes, sous la présidence de M. Stoyanowitch. Ses travaux sont fort avancés, malgré l'énormité de la besogne. Lorsque paraîtront les premiers résultats, l'Europe aura peine à croire certains récits, tant l'imagination des assassins sut se montrer fertile. Mais ceux qui ont vu, ceux qui, comme nous, ont contrôlé des faits, entendu des victimes, examiné leurs plaies,

ceux-là savent et ne doutent point. Ils savent que si l'enquête ne peut avoir encore de caractère juridique — puisque unilatérale — elle est d'un poids moral considérable. Des documents bulgares — laissés imprudemment à l'heure de la fuite — prouvent la préméditation, l'acquiescement des chefs militaires, bien mieux, les ordres stricts donnés à leurs subordonnés. C'est comme une nouvelle édition des « Bulgares peints par eux-mêmes », l'émouvant ouvrage du regretté Dr V. Kühne. Dans les camps de concentration, en Bulgarie, le mot d'ordre était: « Faites mourir tous les Serbes, mais faites-les bien travailler avant ». En Macédoine, comme dans la Vieille-Serbie, il s'agissait d'exterminer la race, aussi n'y allait-on pas par quatre chemins. Pour citer une déposition prise au hasard, voici, résumé, le récit de M. Georgévitch Dané, 43 ans, président du Conseil municipal de Mzrend:

En novembre 1915, 3 officiers bulgares envahissent sa maison, où se trouvaient Mme Dané, sa fillette de 12 ans, et deux garçons plus jeunes. La mère est volée sous les yeux de sa famille. Puis c'est le tour de la fillette, malgré ses cris et ses supplications. Les garçons, de 7 et 9 ans, sont maltraités par les trois brutes. Tous sont morts, plus tard, de l'émoion causée. « Je n'ai plus de raison de vivre », écrit le malheureux, dont le père Georges, âgé de 70 ans, a été emmené et tué. Lui-même fut dépouillé, naturellement, de tout son bien. La déposition est contresignée par le commandant Milau Georgevitch et par le lieutenant A. Bonassieux, un juriste français.

Nombre de femmes et de jeunes filles macédoiennes durent, pendant huit jours, s'offrir à la lubricité des soldats, dans les camps bulgares. Lorsque, fiévreuses, malades, elles purent regagner leurs villages, elles n'y trouvèrent — cela va de soi — plus un meuble, plus un sou, parfois plus une pierre.

Un de nos compatriotes, établi en Serbie depuis plusieurs années, M. le professeur Reiss, de Lausanne, a enquêté dans la région de Sourdonlitz. Des massacres systématiques de notables eurent lieu, la nuit, à quelque distance de cette ville. La fusillade anéantit les habitants, on essaya du couteau. Les condamnés étaient liés les uns aux autres, et les bourreaux, passant derrière le rang, enfonçaient les lames dans les dos. Mais c'était long, peu sûr. A coups de bâton sur la nuque, on fit sauter les crânes. Les soldats eux-mêmes, alors, se révoltèrent. Il fallut appeler les comitadjis, volontaires bulgares habitant la contrée. Ceux-ci, moins dégoûtés, reprirent le couteau, qu'ils manient en maîtres... bouchers.

Le prétexte des massacres était la recherche d'armes, soi-disant cachées par les Serbes. Que n'eussent-ils donné pour échapper à la boucherie! Secrètement, des émissaires passèrent la frontière bulgare, rapportèrent un certain nombre de fusils démodés, de pistolets anciens même de robine's, achetées à bas au prix de la ferraille. Et les Bulgares obtinrent enfin les armes dissimulées par ces « brigands » de Serbes.

J'ai dit déjà que les Allemands, à plusieurs reprises, avaient reproché aux Bulgares leur cruauté. On vient de voir que le métier de boucher finit par répugner même aux « premiers garçons » de la maison de Sofia. Il n'est pas jusqu'aux préfets bulgares installés en Serbie qui n'aient supplié les chefs militaires de se montrer moins cruels. Une lettre mise sous mes yeux en fournit la preuve.

Mais on n'attendrait pas un gorille. Pour extirper plus sûrement la langue serbe, la bête l'alla chercher dans la bouche des enfants, comme les cadavres en font foi.

Pierre Dunifon.

## On siffle de nouveau Bissolati

On nous informe de Milan, que M. Bissolati, voulant parler de la paix à la Scala, n'a pu terminer son discours à cause des démonstrations et des protestations violentes de nombreux nationalistes italiens venus exprès pour empêcher Bissolati de se faire entendre.

ERRATUM. — Dans l'article de M. Grba « Le peuple serbe et la Roumanie », paru dans le numéro du 24 février, il s'est glissé une faute d'impression. On y lisait: « Or, lorsque la Serbie en pleine guerre avec l'Autriche, construisit dans la vallée du Timok une ligne de chemin de fer transatlantique qui devait non seulement servir les intérêts serbes, mais encore aider la Roumanie à s'émanciper... » Au lieu du mot « transatlantique », il faut lire « transbalkanique ».

## Revue des Balkans

94, Rue Lafayette - PARIS

— 3 —

Abonnement: UN AN, 30 Fr.; Etranger, 50 Fr.  
Directeur, Léon SAVADJIAN.